Attaque de l'ambassade canadienne à Athènes

À travers son ambassade à Athènes, l'État canadien fournit un support constat à la corporation minière Eldorado Gold, responsable de la destruction massive d'habitats naturels dans la région de Chalkidiki, et dans d'autres zones du nord de la Grèce. Les activités minières y détruisent des forêts vieillissantes et polluent la terre comme l'eau. [...]

Plusieurs des compagnies minières agissant à l'international sont basées au Canada, et trois d'entre elles sont impliquées dans l'extraction d'or à Halkidiki. Les ambassades canadiennes à travers le monde défendent systématiquement les minières canadiennes dans l'optique de faire chanter les différents gouvernements; menaçant d'interrompre les relations entre les pays, elles forcent ces derniers à accepter l'activité minière. Les exemples sont nombreux : au Chiapas mexicain et au Guatemala, les ambassades ont supporté les compagnies reconnues comme ayant des assassinats d'activistes à leur actif. Au Honduras, malgré l'opposition de la population, l'ambassade canadienne a fait pression pour que le gouvernement passe une législation en faveur des compagnies minières.

L'État et le Capital s'appuieront toujours l'un sur l'autre, et nous trouveront toujours en travers de leur chemin.

- Collectivité anarchiste de Rubikon

LIEUX AUTONOMES ET ANARCHISTES À MONTRÉAL

Visitez RESISTANCEMONTREAL.ORG pour voir un calendrier d'événements radicaux à Montréal ainsi qu'une liste de groupes, d'espaces et de nouvelles anarchistes.

L'Achoppe
Lieu d'événements à Hochelaga.
1800 Létourneux, Hochelag'
FB:achoppepublic

La Déferle
Espace social anarchiste dans Hochelaga. Bibliothèque, ateliers et autres !
1407 Valois, Hochelag'.
au1407.org
FB:ladeferle

La librairie Racines
Le mandat premier de la librairie Racines est de mettre de l'avant les histoires, les cultures et les conditions de vies des personnes racisé.e.s.
4689 Henri-Bourassa Est, Montréal-Nord.
FB:Racinesmontreal

Le DIRA / L'Insoumise
Le DIRA (documentation, information et références anarchistes) est une bibliothèque anarchiste et espace de rencontre au centre-ville. L'Insoumise est une librairie anarchiste.
2035 St-Laurent, 3e étage, près du métro St-Laurent.
bibliodira.org
insoumise.wordpress.com
Les heures d'ouverture sont sur le site internet.

La Mandragore
La Mandragore est un collectif qui met en partage à La Déferle une bibliothèque de quelques centaines de titres féministes et queer. Il organise aussi ateliers, projections et discussions pour favoriser la formation et le maintien de communautés féministes et queer, le tout dans une optique inclusive et participative.
lamandragore.xyz
FB:bibliothequelamandragore

MONTREAL CONTRE-INFORMATION
NOUVELLES & ANALYSES ANARCHISTES ET ANTIAUTORITAIRES / ÉTÉ-AUTOMNE 2018 / NUMÉRO 7 / MTLCONTREINFO.ORG

GENTRIFICATION

Découvrez Westmount : une nouvelle plaque tournante d'activité anarchiste

Quand vous entendez "Westmount", la première chose qui vous vient à l'esprit ce n'est certainement pas zone autonome temporaire, ou barricade de poubelles ou effigies de Trudeau en feu. On imagine souvent ce quartier en surplomb de St-Henri comme un purgatoire où les plus ridiculement riches vivent sans heurt entre un mariage sans amour, des enfants pleins de ressentiment et un emploi qui ronge l'âme… Mais ce n'est plus le cas!

Westmont se revitalise!

Des anarchistes transforment le quartier en espace d'attaques mixtes, offrant ainsi des opportunités d'action diversifiées pour les camarades de toutes les tendances. Dans le Westmount désolé, on trouve des activités pour les anarchistes de toutes les couleurs – que votre drapeau soit noir, rayé rouge ou orné de glitters mauves.

Buzfeed publie la liste des 5 Faits Charmants que Vous Ignoriez à Propos de Westmount (ou Nouvelle-Exarchia, comme nous aimons l'appeler)

1) De nombreuses maisons sont vides.

Alors que la majorité des locataires au sud de Maisonneuve sont incapables de payer les augmentations de loyer – et pourraient encore moins s'acheter une maison – les trillionnaires tyraniques de Westmount peuvent posséder 2, 3 et même jusqu'à 4 propriétés! Notez qu'ils sont peut-être des propriétaires, mais ça ne fait pas d'eux des résidents. Des maisons en parfait état, avec des chambres vides – et des réfrigérateurs remplis! Ce sont

PAGE 10

ANTICOLONIALISME

Monument John A. Macdonald vandalisé encore une fois

À la veille de Noël, des vandales de la région de Montréal ont recouvert le monument John A. Macdonald (1895) et la statue de la reine Victoria à McGill (1900) avec des peintures rouge et verte respectivement.

Cette action, revendiquée par les lutins rebelles du père Noël, poursuit une série d'attaques à la peinture sur les symboles du colonialisme britannique raciste à Montréal. Le monument Macdonald a été vandalisé au moins six fois, tandis que les deux statues de la reine Victoria à Montréal ont été peintes au moins trois fois (y compris à la peinture verte le jour de la St-Patrick 2018).

SOMMAIRE

Anticapitalisme et travail.....2
Manif contre les élections

Antifascisme.....3
Victoire antifasciste / Démasquer Atalante

Frontières.....5
Les bureaux de l'ASFC fermés / Lutter contre le Centre de détention de l'immigration

Gentrification.....10
Résistance dans Parc-Ex / Vitres brisées à Hochelaga

Police et prisons.....12
Actions anti-homophobes / Solidarité avec la Grève des prisonniers

Histoire radicale.....14
Le *Computer Riot*

Avis de non-responsabilité : Montréal Contre-information publie du contenu original, des soumissions anonymes et du matériel en provenance d'autres sites web à des fins éducatives seulement. Nous ne condamnons ni d'encourageons les comportements et les gestes illégaux, violents, et illicites, ou des actes d'intimidation contre des individus et des groupes.

Dormir aux gazs : Retour et notes sur le Grand Banquet contre les élections

À la fin de la soirée électorale, des douzaines de drapeaux noirs ont défilé dans les rues au sud du parc Lafontaine. Ils sont restés là, éparpillés sur la chaussée, après notre court passage, après que l'anti-émeute nous ait dispersé.es, brisant notre unité à coups de gazs lacrymogènes. Un peu partout, ils témoignaient d'une promenade qui nous a laissé avec un sentiment d'amertume.

La manif a commencé vers 22h. La lumière rose d'un fumigène a marqué le début de ce qui allait être une démonstration de force brève, mais furieuse. Des feux d'artifice se sont mis à exploser, s'éteignant parmis les arbres du parc. Les flics nous surveillaient déjà depuis des heures, se cachant parfois derrière leurs voitures banalisées, mais surtout en nous observant de loin, comme s'ils essayaient de détecter la transgression, l'infraction ou le crime qui servirait de prétexte à l'utilisation des armes chimiques qu'ils étaient déjà entrain de préparer.

Alors que nous descendions vers le sud, une femme qui quittait l'Hôpital Notre-Dame a trébuché et est tombée. Presque immédiatement, une douzaine de camarades se sont arrêté.es pour lui offrir un coup de main. Illes ne savaient pas comment l'aider, sachant très bien qu'une ligne de flics était en train de les charger de derrière. Une fraction de seconde de présence malaisante, puis rien. Les capsules de lacrymo brûlantes remplissaient la rue Plessis et le stationnement de l'hôpital. Certain.es d'entre nous ont couru direction sud-est, coupant à travers ce stationnement, comme pour éviter la colère de Dieu. C'était trop tard. Nos roches avaient déjà atteint leur cible. Leurs précieuses voiture de patrouille étaient cabossées et leur virilisme agressif irrémédiablement déclenché. D'autres ont continué sur Plessis, ont fracassé la vitrine d'une caisse Desjadins, et une poignée de camarades se sont retrouvé.es devant la soirée électorale du PQ à l'Usine C, où illes ont livré quelques doigts d'honneur aux bourgeois assemblés, avant de devoir filer à travers les ruelles, les parcs et les allées, suivi.es par des charges policières de plus en plus affirmées.

Les marques de destruction et les drapeaux que nous avons dû laisser derrière nous après seulement quelques minutes font office de signature : votre monde sera détruit. Nos cabossures, nos tissus noirs déployés dans votre ville calme comme la mort portent un monde diamètralement opposé au vôtre– un monde qui attend impatiamment le moment de son déclenchement révolutionnaire, un monde qu'aucun flic d'anti-émeute, qu'aucune arme chimique ne pourra contenir. Un monde qui sera insulté par l'idée même d'avoir à élire des dirigeants.

Un monde dans lequel les élu.es seront remplacé.es par des tâches temporaires, révocables et ouvertes à tou.te.s. Un monde dans lequel nous répugnerons à abandonner notre pouvoir décisionnel aux mains de riches 'socialistes', de bourgeois-vedettes des classes dominantes qui adorent voir leurs visages sur des affiches à chaque coin de rue. Un monde dans lequel nous voudrons plutôt préserver notre puissance d'agir collectivement contre ceux et celles qui, sous le couvert du progrès et du développement — toujours le progrès et le développement — sont ô-combien prêt.es à agir «au nom du peuple» pour nous priver de ce qui est nôtre. Ces riches élites, ceux qui se retrouvent sur toutes les affiches, passeront les quatre prochaines années à s'abreuver à même le sein du Capital assoifé de sang, alors que nous nous ferons tranquillement gazer par les flics.

Dès maintenant et pour les 4 prochaines annnées, le gouvernement caquiste va continuer à accentuer les tensions raciales, à travers des politiques s'attaquant aux migrant.e.s et aux personnes racisées. En l'absence de mécanismes de redevabilité pour les élu.es, nous allons devoir mettre en application des tactiques qui ont d'ores et déjà fait leurs preuves dans nos communautés et en inventer des nouvelles — en prenant acte de la surveillance de plus en plus présente, mais pas toute puissante. Les violents mécanismes bureaucratiques par lesquels l'État renforce son caractère et ses politiques supprématistes devront être bloqués, contrecarrés, ou tout simplement détruits.

jusqu'à ce que soit levées, dans les années 1960, les restrictions fédérales en matière d'immigration. Entre 1961 et 1968, la population noire passe 7000 à 50 000 individus. Cette période est celle d'une prolifération d'idées anti-racistes et anti-coloniales, arrivant des États-Unis, de l'Afrique et des Caraïbes. Les intellectuels noirs puisent dans les analyses sur la race et l'impérialisme élaborées par les membres du mouvement Black Power et par ceux des différents mouvements indépendandistes d'Afrique. Ils organisent des conférences à travers la ville, faisant écho aux principes de la pensée révolutionnaire noire : l'autonomie, l'auto-suffisance et la défense.

Plusieurs jeunes immigrant.es noir.es s'inscrivirent à l'Université Sir George Williams (SGW), laquelle offraient des cours de soir et une politique d'admission plus souple. La population hétérogène de l'université détonnait avec celle majoritairement blanche et favorisée de l'Université McGill. Malgré sa réputation d'être une des universités les plus inclusives et progressistes du pays, il n'était pas chose rare pour les étudiant.es et pour l'administration de faire preuve de racisme.

En mai 1968, six étudiant.es noir.es des Caraïbes soumirent une plainte officielle contre le professeur de biologie Perry Anderson. Ils accusaient Anderson de discrimination envers les étudiant.es noir.es de son cours, leur attribuant des notes plus faibles pour un travail de même qualité que celui produit par leurs collègues blanc.hes. Après des mois d'inaction de la part de l'administration, l'insatisfaction des étudiant.es quant à la façon dont leur plainte était traitée ne faisait que croître. Il.les décidèrent d'en faire un enjeu public et commencèrent à organiser des sit-ins et à distribuer des pamphlets expliquant leur situation. L'université établit en réponse un comité d'audiences responsable de voter sur la meilleure façon de résoudre le conflit.

Plusieurs audiences et assemblées furent tenues, en janvier 1969. Les professeurs et les membres des autres facultés défendaient Anderson, tandis que les étudiant.es de couleur partageaient leurs propres expériences de discrimination sur le campus. Plusieurs prises de parole faisaient écho aux propos du Black Panther Party, lequel avait gagné en importance au sud de la frontière. Ils appelaient les étudiant.es à se méfier de l'administration et à prendre eux-même et elles-même la situation en mains.

Le 29 janvier, 200 étudiant.es partirent en manifestation à la sortie d'une audience. Le processus semblait avoir comme objectif d'innocenter Anderson et ainsi d'éviter de faire porter quelque blâme que ce soit à l'administration. Près de dix mois après le dépôt de la plainte, les étudiant.es voyaient bien que le problème ne résidait pas dans les agissement d'un professeur en particulier, mais plutôt dans le racisme systémique courant à l'université.

Une occupation étudiante pris place dans le laboratoire informatique de l'école, au 9e étage du pavillon Henry F. Hall. Neuf jours plus tard, l'occupation s'étendit au salon de la faculté, situé au 7e étage. Le 10 février, les étudiant.es proposèrent de mettre fin à leur action de protestation si l'université acceptait de mettre en place un différent comité d'audiences et de ne pas pénaliser les étudiant.es pour les cours manqués durant l'occupation. L'université promit aussi de ne pas poursuivre les participant.es à l'occupation ou d'avoir recours à la police.

Tandis qu'il restait moins d'une centaine de personnes dans le pavillon, l'anti-émeute commença à se mobiliser dans les rues avoisinantes. L'université avait manifestement décidé de rompre sa promesse. Face à la menace, les étudiant.es barricadèrent les escaliers et coupèrent l'alimentation du système d'ascenseurs. Alors que les policiers s'engouffraient dans les escaliers, les étudiant.es choisirent de faire usage du peu d'avantage leur restant, menaçant de détruire les millions de dollars d'équipement informatique si on ne les laissait pas sortir en sécurité.

Leurs efforts s'avérèrent vains : l'expulsion avait déjà commencé. Les étudiant.es commencèrent à fracasser l'équipement et à jeter des milliers de cartes d'ordinateur par les fenêtres. Alors que la police se rassemblait au 9e étage, un incendie se déclara à l'étage du dessous. Pendant ce temps, un rassemblement blanc s'étant formé à l'extérieur du pavillon se mit à scander « Laissez les nègres brûler ! ». Les étudiant.es tentèrent alors de s'échapper en démontant les barricades, mais s'aperçurent que la hache et l'extincteur de la pièce avait disparus. La police les avait confisqués la journée d'avant.

L'occupation se conclut avec 97 arrestations et approximativement deux millions de dollars de dommages matériels. Anderson, qui avait été suspendu pendant la crise, fut rétabli dans ses fonctions le 12 février. Le 30 juin, le comité d'audiences déclara « que rien dans les preuves présentées ne justifiait une accusation de racisme » et le reconnut non-coupable.

Cette histoire est légèrement différente de la « version officielle ». Avec une rapide recherche sur Google, on accèdera à des douzaines d'articles traitant du *Computer Riot*, presque tous relayant le récit des événements fourni par l'université. Selon cette dernière, la police n'aurait été appelée qu'au moment où les étudiant.es commencèrent à barricader les escaliers. Il s'agit ici d'une tactique couramment utilisée afin de légitimer une intervention policière musclée ayant pour but de contrôler une action directe : prétendre que certaines tactiques de contrôle étaient nécessaires afin de pacifier une foule « turbulente ».

Il est également souvent prétendu que ce serait les étudiant.es qui auraient allumé l'incendie ayant causé des dommages considérables à l'édifice, alors que les étudiant.es eux.elles-même affirmèrent qu'il s'agissait de l'oeuvre de la police. Cet aspect de l'histoire est traité dans le récent documentaire *Ninth Floor*.

Histoire radicale : Le *Computer Riot*

Avec cette série de texte, nous tentons de rendre compte de l'histoire de la résistance militante prenant place sur les territoires du soit-disant « Canada », ainsi que de la réfléchir. Bien que les événements que nous explorerons n'impliquent pas nécessairement des anarchistes, nous croyons qu'ils revêtent une importance certaine. Ils constituent des repères culturels, des points de référence à partir desquels réfléchir idées et tactiques. Comme le dit le vieux diction, nous apprenons du passé, afin de se préparer, dans le présent, pour défendre le futur.

Le texte qui suit raconte le *Computer Riot* (émeute des ordinateurs, communément référée en français comme l'affaire Sir George Williams), qui s'est déroulée à l'Université Sir George Williams (aujourd'hui Université Concordia), en 1969. Afin de contextualiser cette histoire, nous commençons avec une (très courte) histoire du racisme anti-noir dans l'est du Canada.

Durant la première moitié du 19e siècle, des dizaines de milliers d'esclaves noirs s'enfuirent des plantations américaines vers le nord, en quête de libération. Plusieurs traversèrent la frontière canadienne, l'esclavage ayant officiellement été aboli au Canada en 1834. Il.les s'installèrent dans les centres urbains des provinces de l'est – en Ontario, au Québec et en Nouvelle-Écosse – formant de petites communautés tissées serrées.

Ces migrant.es noir.es nouvellement arrivé.es étaient généralement reçu. es avec racisme par la société blanche. Bien que la ségrégation n'ait jamais été consacrée par la loi canadienne, les noir. es se voyaient refuser l'accès à l'emploi, au logement et aux services gouvernementaux. Pendant que l'état mettait en place son système d'éducation public, les enfants noirs étaient forcé.es de s'empiler les un.es sur les autres dans des écoles à part, de moindre qualité. Les établissements réservés aux blanc.hes étaient chose commune, plusieurs hôtels, restaurants et hôpitaux refusant de servir les client.es noir.es.

En réponse, les communautés noires commencèrent à former leur propres organismes sociaux. À Montréal, de nombreux centres communautaires furent fondés afin de combattre l'exclusion sociale : le *Women's Coloured Club* en 1902, le *Union United Congregational Church* en 1907, le *Negro Community Centre* en 1927. Ces organismes offraient plusieurs ressources, telles qu'une éducation et des soins gratuits, en plus de distribuer de la nourriture.

À la même époque, différents groupes racistes, s'établissant dans plusieurs villes, tentaient de s'implanter dans la sphère politique canadienne. Le Ku Klux Kan établit une section montréalaise, bien qu'il ne réussit pas à gagner de pouvoir de façon significative. Le Klan fut brièvement populaire en Saskatchewan, jusqu'à 25 000 personne y adhérant, aidant ainsi James Anderson à l'emporter sur le parti libéral aux élections provinciales de 1929.

La population noire de Montréal ne s'accroîtra pas de façon significative

1 juillet : une victoire antifasciste

Le 1er juillet, La Meute, Storm Alliance et un nouveau groupe nommé « Independence Day » s'étaient donné pour but de converger au centre-ville de Montréal afin de marcher contre l'immigration « illégale ». La Meute promettait pour l'occasion une manifestation d'une importance historique, autant numériquement que symboliquement. Grâce à une réponse coordonnée d'antifascistes, d'antiracistes, de militante-e-s anarchistes et communistes, d'activistes autochtones et anticoloniales-aux, de groupes pour la justice migratoire et de résident-e-s de Montréal, ce fut plutôt un échec historique. C'était la première tentative de La Meute de manifester à Montréal depuis le 4 mars 2017, et cette fois-ci, ils n'ont pas été en mesure de prendre la rue et d'exprimer leur rhétorique haineuse.

Les antifascistes ont fait face à un certain nombre de défis logistiques. Les racistes avaient déclaré sur les réseaux sociaux qu'ils se réuniraient dans « l'est de Montréal » et marcheraient à partir de là, mais n'annonceraient les détails précis que le matin même de la marche. La manifestation antiraciste a été convoquée à la Place Simon Valois, non loin du métro Joliette, une zone considérée comme un « pilier de la gauche radicale » et dont on espérait qu'elle servirait de zone de rassemblement pour aller plus à l'est si nécessaire (on supposait alors que l'extrême droite se réunirait au métro Radisson). Il semblerait que les renseignements relatifs à « l'est de Montréal » n'aient en fait été qu'une désinformation de leur part, puisqu'ils se sont finalement donné rendez-vous au métro Bonaventure, à l'ouest du centre-ville. En très peu de temps, les forces antiracistes se sont arrangées pour avoir des tickets de métro, et après un rassemblement à la Place Valois avec des discours du Montreal Wolf Pack (une patrouille de rue autochtone) et des organisatrices antifascistes locales, elles se sont dirigées vers la station Joliette pour prendre le métro vers l'ouest.

Entre 200 et 300 personnes se sont rendues à la place Simon Valois, et environ 200 se sont dirigées vers l'endroit où les manifestant-e-s d'extrême droite se réunissaient. Il y a eu une certaine confusion (dont la faute incombe aux organisateurs-trices) sur la nature du rassemblement antiraciste. Sur les médias sociaux, il avait été annoncé que cela ne serait pas une contre-manifestation, mais celleux qui ont participé à l'organisation de l'événement et la plupart des personnes qui étaient présent-e-s au rassemblement voulaient confronter l'extrême droite. C'est pourquoi les gens ont choisi de se déplacer à Bonaventure. À tout-e-s celleux qui se sont présenté-e-s en espérant une manifestation distincte contre le racisme, et qui ont été déçu-e-s quand c'est devenu une contre-manifestation au centre-ville, nous offrons nos excuses. Nous tenterons de communiquer de manière plus cohérente et précise à l'avenir.

Il est également important de noter que, pour différentes raisons, nous étions très peu de personnes pour organiser et mobiliser en vue de cette manifestation. Le 1er juillet est une journée particulièrement difficile pour organiser une manifestation à Montréal, car beaucoup de gens déménagent ce jour-là. La gauche compte aussi beaucoup sur les forces étudiantes et leurs réseaux, lesquels sont absents durant l'été. Et enfin, les antiracistes se mobilisaient déjà cette semaine (et ce jour-là) pour visiter les communautés habitant près de la frontière dans une «Caravane de bienvenue aux réfugié-e-s à la frontière». Bien que nous ayons fait de notre mieux, considérant le très petit nombre d'organisateurs-trices, certaines tâches ont malheureusement été négligées. Une conséquence de ceci est que malgré notre victoire dans la rue, nous avons été incapables d'imposer ou même de mettre de l'avant nos propres idées dans les médias les jours qui ont suivi. La prochaine fois nous devons faire mieux.

Malgré ces défis, le jour même, une fois arrivé-e-s au centre-ville, il est devenu clair que nous étions nettement plus nombreux-ses que nos adversaires. Un peu spontanément, nos forces se sont séparées en deux, enfermant les racistes derrière les lignes de police qui les protégeaient. S'en est suivi plusieurs heures de siège sous une chaleur étouffante (le 1er juillet le plus chaud jamais enregistré à Montréal) alors que nous maintenions les manifestant-e-s d'extrême-droite immobiles. Un grand bravo à celleux qui sont resté-e-s sur place sous le soleil brûlant, à celleux qui ont pris l'initiative d'aller chercher de l'eau pour leurs camarades, une fois que l'eau apportée par les organisatrice-teurs a été épuisée, et à celleux qui ont pris la tête en criant des slogans antiracistes, antifascistes et anticolonialistes pour maintenir l'énergie de la manifestation malgré la chaleur.

Les dirigeants de La Meute a plus tard affirmé que leur marche a été un succès, malgré le fait qu'à peine une centaine de personnes s'y soient pointées, venues de partout au Québec, parce qu'elles ont réussi à marcher quelques mètres jusqu'à leur première cible (les bureaux d'Immigration Canada, qui étaient de toutes manières fermés ce jour-là!) avant que nous venions les bloquer. Un simple coup d'œil aux commentaires publiés dans leurs groupes privés, cependant, montre clairement ce qu'il en est de l'affaire, soit qu'ils avaient l'intention de marcher et ont été bloqués par nos forces, car ils avaient compté sur la police pour retenir ou attaquer les antifascistes (comme celle-ci l'avait fait en avril 2017 à Montréal et en novembre de la même année à Québec). Quand cela ne s'est pas produit, ils n'avaient aucun plan B, et dans ce qui est en train de devenir une tradition de La Meute, ils ont passé la plus grande partie de l'après-midi à échapper à la chaleur dans un parking de garage.

En ce qui concerne Storm Alliance, si

peu de leurs membres se sont présentés que le « chef » Éric Trudel a fini par réprimander son propre groupe dans une vidéo post-manif sur Facebook en traitant ses membres de « jaseux » sans action. Nous ignorons ce que Trudel avait pris (notez le reniflement constant pendant la vidéo…), mais cette attaque décousue contre son propre groupe le fait ressembler de plus en plus, lui et son groupe, à une bande de clowns. Le groupe n'est certainement pas retombé sur ses pieds depuis que son fondateur Dave Tregget a quitté l'hiver dernier.

De nombreux facteurs ont contribué à notre succès à bloquer cette tentative de marche raciste. D'abord et avant tout, le succès n'était pas strictement le nôtre, mais était en fait le succès de la gauche radicale montréalaise, laquelle contient de nombreuses tendances divergentes et comporte de sérieux différends idéologiques, mais qui s'est néanmoins regroupée pour coopérer de manière exemplaire. Les antifascistes font partie d'un mouvement plus large avec une histoire profonde et riche dans cette ville; nous ne pouvons gagner que lorsque nous nous souvenons de ce fait et puisons dans ces forces. Deuxièmement, notre mouvement antifasciste lui-même a eu plus d'un an, depuis la première sortie publique de La Meute à Montréal, pour apprendre de ses erreurs. Alors que notre mouvement était il n'y a pas si longtemps un réseau nébuleux et désorganisé de groupes ayant peu ou pas de communication les uns avec les autres, nous sommes maintenant beaucoup plus efficaces dans notre capacité à coordonner les actions. Troisièmement, il faut mentionner que les forces de La Meute étaient incroyablement mal organisées ce jour-là, même sans tenir compte de la chaleur intense. Les meutards ont apparemment oublié leur eau et leurs pancartes dans les voitures, semblaient compter sur la police pour diriger leur manifestation à leur place, et un membre a même perdu une liste de tous les participant-e-s de leur Clan, puis n'a même pas averti leurs membres de cette bourde avant que les antifascistes aient trouvé ces documents et les aient publiés de sorte que tout le monde puisse les voir.

Un autre facteur important en notre faveur : les récentes interventions par des militant-e-s montréalais-e-s ont attiré l'attention médiatique sur le fait que la police a ouvertement pris le parti de l'extrême droite lors de nombreuses manifestations au cours de la dernière année; ceci a créé une situation où la police était sous pression de ne pas trop embarrasser leurs patrons en se rangeant trop ouvertement du côté de La Meute cette fois-ci.

Enfin, il faut aussi noter que les forces d'extrême droite étaient divisées le 1er juillet. Alors que Storm Alliance et Independence Day rejoignaient la marche de La Meute, une autre petite manifestation d'extrême droite se frayait un chemin à travers les rues de Montréal. Le Front patriotique du Québec – une petite étoile dans une plus grande constellation de forces racistes, et pour qui l'indépendance du Québec est primordiale – organise un « rassemblement pour une République du Québec » tous les 1er juillet depuis plusieurs années maintenant. Le FPQ n'a pas fait preuve de gentillesse envers La Meute, qui a choisi de convoquer un rassemblement anti-immigration en même temps que leur marche annuelle. Bien qu'il y ait eu des appels à « l'unité » dans la droite, les militant-e-s du FPQ ont ouvertement attaqué La Meute en dénonçant le caractère « fédéraliste » de ce groupe. Bref, de nombreux nationalistes, y compris des racistes et des extrémistes de droite dans le camp nationaliste, voient de plus en plus dans La Meute un groupe peu fiable et arrogant qui profite de l'attention des médias mais qui est incapable de mobiliser sur le terrain.

Parce qu'il faut donner crédit à qui de droit, l'image de « La Merde » que les antiracistes ont utilisé sur les médias sociaux et les posters pour le 1er juillet est en fait empruntée à Sylvain Lacroix, ancien membre du FPQ, proche du groupe 3 %, qui tente lui-même maintenant de créer une milice d'extrême droite au Québec. Celleux qui se sont plaint en ligne que cette image était « anti-Québec » devraient se regarder dans le miroir : l'image est venue de vos propres rangs, et de la section nationaliste de vos rangs, qui plus est! La haine de La Meute peut être assez intense dans d'autres groupes d'extrême droite, avec même parfois des menaces de violence (dont nous ne pouvons pas montrer les captures d'écran pour des raisons que les gens devraient pouvoir deviner).

Plus marginalement, les membres de la scène Alt-Right de Montréal (qui contient de nombreux néonazis) considèrent également La Meute comme un groupe de losers.

Nous avons peut-être gagné cette bataille, mais la guerre contre la montée de l'extrême droite, ici et ailleurs, continue. Ne nous méprenons pas : leur mouvement ne cesse de croître, leurs idées anti-immigrant-e-s, racistes, islamophobes et misogynes sont encore prises au sérieux, et leur rhétorique est toujours véhiculée par les partis politiques dominants, dont la CAQ, qui a de très bonnes chances de gagner les prochaines élections provinciales du Québec en octobre.

Il est important de célébrer nos succès, mais il est encore plus important, maintenant plus que jamais, que ces petites victoires nous motivent pour le long combat à venir!

Démasquer Atalante

Voir l'article au complet :
MONTREAL-ANTIFASCISTE.INFO

Le meneur ostensible du groupe néofasciste Atalante, Raphaël Lévesque, aime beaucoup l'attention que ses frasques lui procurent (c'est d'ailleurs pourquoi il ne se cache plus depuis longtemps), mais la centralité du personnage ne devrait pas nous empêcher de considérer les individus qui gravitent autour de son leadership, car un mouvement comme Atalante n'est rien sans les militants et militantes qui lui insufflent leur énergie.

lion de Nat Turner, un moment significatif de la résistance des personnes mises en esclavage. Le 21 août 1971 marque aussi le jour où l'État a tué George Jackson, un révolutionnaire Noir emprisonné très impliqué dans les luttes de libération des peuples Noirs. La mort de Jackson a déclenché une période d'organisation dans les prisons. Le 9 septembre 1971 marque le début de la mutinerie de la prison d'Attica, une des moments les plus significatifs de la résistance dans les prisons aux États-Unis. Les prisonniers d'Attica ont fait paraître une liste de demandes raisonnables pour améliorer leurs conditions de vie. Ces demandes n'ont jamais été acceptées, mais elles ont une influence claire sur les grèves des prisonniers et prisonnières aujourd'hui. La résistance à l'esclavage est une lutte ininterrompue pour ceux et celles qui font face à l'incarceration aux États-Unis. Le 13e amendement de la constitution des États-Unis cite :

« Ni esclavage ni servitude involontaire, si ce n'est en punition d'un crime dont le coupable aura été dûment condamné, n'existeront aux États-Unis ni dans aucun des lieux soumis à leur juridiction. »

L'esclavage se poursuit aujourd'hui dans les prisons des États-Unis. Le 13e amendement justifie légalement la violence et les conditions brutales qui définissent le système carcéral. Ces conditions sont la raison de la grève menée par les prisonniers et prisonnières un peu partout à travers le pays et qui s'étendra sur les deux prochaines semaines. Même si le Canada n'a pas d'amendement constitutionnel similaire, nous voyons les prisons comme un symbole de la domination, mais aussi de l'extension du projet colonial canadien. Le but pemier du colonialisme de peuplement consiste dans la spoliation des terres pour l'établissement des colons et pour l'extraction des ressources naturelles. C'est à travers ces relations coloniales aux territoires que le système assure sa reproduction et l'accumulation des richesses. Les Premières Nations et les nations Inuits et Métis sont vues par les élites économiques et politiques comme un obstacle à la futurité coloniale. L'État et la société coloniale ont utilisé des tactiques et des stratégies telles que la surveillance, la disciplinarisation, la répression, et l'incarcération sur la base de la race et de la classe. Le contrôle et le confinement ne sont pas seulement centraux au projet colonial, mais les prisons et l'incarceration sont aussi des éléments stratégiques pour arracher les populations autochtones à leurs territoires, où elles contestent le pouvoir étatique.

L'esclavage, le vol des terres et les génocides continus sont les histoires fondatrices des États coloniaux qui occupent ce continent et elles sont au fondement des systèmes que nous cherchons à abolir. Nous lions les événements historiques mentionnés plus haut pour illustrer qu'ils appartiennent à un contexte global et prolongé d'expension coloniale, d'exploitation pour le profit et d'enrichissement de quelques humains au dépends de multiples formes de vie.

Solidarité avec les prisonniers en grève, en mémoire d'Angélique.

Contre les prisons, contre l'esclavage, contre le colonialisme!

Actions anti-homophobes au parc Lafontaine et au parc Maisonneuve

Voir MTLCONTREINFO.ORG *pour une liste de flics qui ont, de près ou de loin, participé à l'élaboration d'opérations policières ayant le but d'harceler des hommes queers draguant dans certains lieux publics de la soi-disante province du Québec.*

Le soir du 15, nous avons redécorer quelques installations situées au Parc Maisonneuve. En 2013, ce parc avait été le site de l'Opération Narcisse, une opération policière durant laquelle des flics en civil ont porté des accusations criminelles d'«indécence» contre des hommes, et ce, après les avoir séduits. Des pancartes contre l'«indécence»—qui ont, pour la plupart, été volées ou vandalisées—ont été installées dans le contexte de cette opération dans le but de nous intimider. Par l'entremise de nos gestes, nous tenons à dénoncer le role que jouent les agents provocateurs dans la production absurde et inutile de «crimes» impliquant des personnes queer. Nous tenons également à dénoncer l'installation récente d'une caméra à l'entrée des toilettes situées dans le sous-sol du chalet du Parc Maisonneuve. Tôt ou tard, elle subira un triste sort.

Le 25 septembre 2018, nous avons détruit trois caméras dans les toilettes pour hommes du sous-sol du bâtiment Calixa Lavallée, au parc Lafontaine. Nous y avons aussi pété un oeil-de-boeuf. Ces caméras ont été installées dans le cadre de l'opération Nirvana. Cette opération a pour but de criminaliser et d'arrêter les hommes qui se rencontrent dans ces toilettes. Des policiers en civil s'y rendent pour séduire les hommes et les pousser à la soi-disant «indécence». Là où les flics se tiennent pour séduire les hommes, nous avons taggé «Rip Nirvana». Ces provocations s'inscrivent dans une longue histoire de morale policière visant à purger les espaces publics de toute visibilité des désirs queer. Nous affirmons donc que la libération de nos désirs est incompatible avec l'existence de la police.

Le restaurant Hélicoptère et l'épicerie Méga Vrac vandalisés à Hochelaga

Une semaine avant le vandalisme dans Hochelaga, qui n'a jamais été revendiqué, Radio-Canada publiait un article ayant comme titre : « Après le vandalisme, un vent d'optimisme souffle dans Hochelaga »:

« On peut dire que cette période est derrière nous. En un an, nous n'avons pratiquement pas eu d'incidents », lance Jimmy Vigneux, directeur général de la Société de développement commercial (SDC) d'Hochelaga-Maisonneuve en faisant référence à la vague de dégradations qui a lourdement frappé certains commerçants du secteur.

La preuve en est que le quartier semble séduire à nouveau les entrepreneurs. Depuis juillet, quatre commerces ont ouvert leurs portes : le restaurant Hélicoptère, le glacier artisanal Les Givrés, le restaurant-minute Ô Big et l'épicerie zéro déchet Méga Vrac.

Le directeur général de la SDC Hochelaga-Maisonneuve estime de son côté que ces groupes radicaux se sont essoufflés, voire dissous.

Résister à l'esclavage : De Marie-Joseph Angélique (1734) à la Grève des prisonniers (2018)

Le 23 août, des anarchistes se sont réuni.es afin de placarder, partout dans le Vieux-Port de Montréal, des affiches sur lesquelles on pouvait lire en français et en anglais :

Résistance à l'esclavage : de Marie-Joseph Angélique-1734 à la grève des prisons de 2018.

Nous avons affiché sur le chemin où Angélique a été transportée, quelques moments avant d'être pendue et brûlée. Angélique, nous nous souvenons. L'esclavage, le vol des terres et les génocides dessinent les contours des projets coloniaux inachevés de l'Île de la Tortue (Amérique du Nord). En solidarité avec les prisonniers et les prisonnières qui se battent contre l'esclavage dans toutes les prisons des États-Unis, nous tenions à (re)raconter l'histoire de Marie-Joseph Angélique. Angélique était une femme noire mise en esclavage à Montréal au 18e siècle et qui a été condamnée à la torture et à mort pour avoir supposément mis le feu à la maison de ses maîtres, causant ainsi un incendie qui a ravagé la majorité de la ville de Montréal. Nous proposons l'histoire d'Angélique comme exemple pour rappeler que le Québec et le Canada on pratiqué l'esclavage pendant plus de 200 ans. Nous avons choisi son histoire car elle permet de lier notre ville à la lutte en cours pour abolir l'esclavage sur le continent.

Les prisonniers étatsuniens et les prisonnières étatsuniennes ont organisé cette grève en l'inscrivant dans la longue histoire de résistance à l'esclavage. Le 21 août 1831 a marqué le début de la rébel-

Les bureaux de l'ASFC fermés par des militant-es pour la justice migratoire en hommage à M. Bolante Idowu Alo, et à nos ami-es et voisin-es déporté-es

Les bureaux de l'ASFC à Montréal ont été fermés le 30 août en hommage à M. Bolante Idowu Alo, ainsi qu'à nos ami-es, membres de la famille et voisin-es expulsé-es. Les militant-es ont bloqué et enchaîné toutes les portes du bâtiment et les employé-es n'ont pas pu entrer dans le bâtiment pour continuer leur travail pendant deux heures.

Nous voulons nous assurer que les affaires ne puissent pas continuer comme d'habitude. M. Bolante Idowu Alo est mort violemment entre les mains de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) : nous ne pouvons pas les laisser continuer comme si de rien n'était. Nous voulons que nos communautés non seulement condamnent cette violence scandaleuse, mais qu'elles agissent pour l'empêcher de se reproduire.

M. Alo a vécu au Canada pendant 13 ans. Il a répété à plusieurs reprises aux responsables canadiens que sa vie était en danger au Nigeria. L'ASFC a néanmoins procédé à son expulsion le 7 août; M. Alo est décédé peu de temps après qu'il ait été retiré de l'avion qui était censé le déporter.

Nous avons mené cette action parce que nous voulons protester contre la normalisation de la violence de l'ASFC, contre les déportations et les détentions de migrant-es et de réfugié-es. Nous voulons que l'ASFC soit tenue responsable. M. Alo n'est pas la première personne à mourir alors qu'il était détenu par l'ASFC. Et il n'aurait jamais dû être menacé d'expulsion en premier lieu.

Nous nous rappelons également d'autres ami-es, membres de nos familles et nos voisin-es qui ont été détenu-es et déporté-es du Canada par l'ASFC dans le passé, comme Lucy Francineth Granados, qui a été expulsée le 13 avril 2018, laissant un grand vide dans nos vies et nos communautés.

En 2016, le Canada a émis 11 733 mesures de renvoi : certain-es sont parti-es «volontairement», d'autres ont été expulsé-es, d'autres sont resté-es et sont devenu-es des migrant-es sans papiers. Parmi les migrant-es qui ont traversé la frontière de façon irrégulière au Canada pour fuir le régime de Trump, et dont les cas ont été entendus, moins de 50% ont été acceptés comme réfugiés. Ce chiffre tombe à 10% dans le cas des Haïtien-nes. Les personnes dont la demande de statut de réfugié est refusée sont condamnées à retourner dans leur pays de citoyenneté, y compris en Haïti, bien que le Canada ait émis un avertissement concernant les voyages en Haïti.

En appui à cette fermeture, des personnes se sont rassemblées devant les bureaux de l'ASFC pour un deuil public de M. Alo et de nos ami-es et voisin-es déporté-es. Un cercueil a été placé devant le bâtiment. Des personnes avaient aussi des silhouettes noires avec les noms d'ami-es déporté-es. Le rassemblement demande l'abolition du nouveau Ministère de la sécurité frontalière, un moratoire sur les déportations vers Haïti et la fin des expulsions de réfugié-es et migrant-es.

Demain c'est loin : Intervention anarchiste en solidarité avec les migrant.e.s

La citoyenneté ne peut avoir de valeur que si la catégorie des autres, celles et ceux qui ne possèdent pas ce statut, existe aussi. Afin que règne cette distinction, elle doit être renforcée et l'État détient plusieurs outils pour y arriver. La déportation est l'un d'entre eux.

La déportation est un processus violent par lequel l'État prend la décision d'enlever à une personne son autonomie et sa capacité d'action pour l'exclure du territoire où il exerce son autorité. Pour accomplir cette tâche, il fait usage de différents dispositifs. L'un d'entre eux est le centre de détention pour migrants, communément appelé la prison pour migrants, qui sert à détenir les sans-papiers avant de les déporter. Les personnes sans statut peuvent être arrêtées et y être enfermées dans l'attente qu'on les mette dans un avion pour les envoyer vers un autre pays, parfois vers des terres lointaines étrangères où ielles n'ont aucune relation.

L'État expulse de plus en plus de gens et souhaite accroître ses capacités à le faire. Les instruments qu'il met en place pour y arriver sont entre autres : engager plus de personnel du service frontalier (ASFC), développer différents moyens de faire des contrôles de sans-papiers, adopter des méthodes de surveillance alternatives comme le bracelet électronique et construire un nouveau centre de détention. À Laval, une ville sur la Rive-Nord de Montréal, le gouvernement veut construire un nouveau centre de détention, soi-disant plus 'humain', adjacent au centre qui existe déjà. Mais nous savons tous qu'une cage dorée reste une cage. C'est de la provocation, un acte de confrontation, une atteinte aux personnes sans-papiers, une attaque contre nos communautés, une attaque contre nous tous. La crise migratoire actuelle ne peut que s'accentuer, compte tenu des changements climatiques, des sécheresses, des guerres et de la militarisation répandue dans plusieurs pays du sud. Les migrants risquent de faire face au rejet brutal de l'occident qui se presse de renforcer ses frontières contre les autres, l'ennemi barbare qui l'envahit. Les médias ont d'ailleurs rapporté récemment que le gouvernement fédéral actuel souhaite accroître de 30% le nombre de déportations par année. La construction de cette nouvelle prison contribue à la concrétisation de la mission coloniale de l'État canadien en l'amenant plus près de ses buts de contrôler tous les aspects de la vie des gens, de choisir qui peut habiter ce territoire qu'il s'est approprié et de renforcer la catégorie des autres. Ainsi, en invisibilisant le fait qu'il est lui-même étranger sur un territoire qu'il a colonisé et dont il a exterminé une grande partie de la population, il rend son autorité légitime et s'approche d'un idéal de 'pureté' fasciste.

Il nous est important de souligner que les auteur.es de ce texte sont des personnes blanches, né.es au Canada. Nous ne sommes pas directement affecté.es par la menace de la déportation ou de l'enfermement dans un centre de détention pour migrants. Nous choisissons tout de même de lutter contre la construction de cette nouvelle prison en solidarité avec tout.es celleux qui mettent leur vie en danger en prenant la route à la recherche d'un avenir meilleur. Nous n'en avons pas que contre les contrôles de sans-papiers et les centres de détention, notre objectif est de constamment détruire la domination dans tous ses aspects ; cela inclut entre autre tout État et ses frontières. Même si nous avons le privilège d'avoir des papiers, nous ne sommes pas fièr.e.s d'être Canadien.ne.s. Nous ne ressentons aucun lien d'appartenance à l'identité nationale. Nous voulons construire une lutte qui n'espère aucunement l'approbation ou la reconnaissance de l'État ni de quiconque. Plutôt que de prendre des mesures 'citoyennes' en demandant au gouvernement d'arrêter de déporter, nous choisissons de subvertir nos privilèges et de saboter l'engrenage de la machine à expulser. Les responsables de l'enfermement ne doivent plus dormir paisiblement.

Intervention

Nous voulons tenter de coordonner nos énergies de manière informelle et décentralisée pour focaliser sur l'objectif de faire stopper la construction de cette nouvelle prison pour migrants. Si nous nous concentrons sur cette lutte spécifique, c'est avant tout pour obtenir des résultats effectifs, mais c'est aussi pour y diffuser des idées et des pratiques anarchistes et anti-autoritaires. Le dispositif de la prison pour migrants est une composante de l'architecture complexe du pouvoir, une armature importante de l'État et de ses frontières. Ceci dit, nous nous opposons à toutes les prisons, à l'enfermement et à toute forme de domination; mais cette fois-ci, nous tenterons d'empêcher réellement la continuation de ce projet, qui n'est qu'un élément dans un système complexe. Nous souhaitons que d'autres compagnon.nes contribuent aussi à multiplier les offenses, afin que l'hostilité augmente. Nous refusons toutefois de miser sur des attentes quantitatives pour agir. Le contexte est déjà bien trop mûr.

Lutter contre l'État et contre ses projets, ça peut avoir l'air de quoi? Il n'y a pas qu'une façon de répondre à cette question et il n'existe pas non plus de formule magique pour que ça réussisse. Il y a toutefois certains principes qui nous aident à faire des choix cohérents et qui préviendront une récupération éventuelle par les politiciens de la Gauche. Pour nous, ces principes peuvent s'appliquer dans toutes les luttes. Certains sont plus évidents que d'autres, comme le fait de ne pas dénoncer celleux qui s'organisent à la police ou aux autorités. Mais allons un peu plus loin.

Un premier élément est de ne pas demander quoi que ce soit à l'État. Ceux qui luttent contre des projets spécifiques ont souvent le réflexe de formuler des

les locataires puissent revenir dans leurs locaux et que l'immeuble soit remis dans les mains de la communauté.

Aussitôt entré.es dans les bureaux, nous nous sommes fait donner des coups de pieds à plusieurs reprises et avons été frappé.es au visage par Ron Basal et des employé.es du Groupe BSR. Des personnes ont été étranglées et plusieurs se sont fait arracher et briser leurs lunettes. Des employé.es ont fait des menaces de mort et plusieurs personnes ont subi du harcèlement sexuel quand un membre haut placé du Groupe BSR a menacé de se déculotter devant elles. Quand les manifestant.es ont essayé de quitter l'immeuble, les employé.es du Groupe BSR ont fait arrêter les ascenseurs, ont physiquement bloqué les escaliers, ont séquestré les gens sur l'étage et ont essayé de lancer violemment une personne dans la cage d'escaliers d'urgence. C'était fucking intense. Plusieurs d'entre nous, voisin.es et activistes confondus, ont visité des bureaux de développeurs immobiliers auparavant, pour apporter des revendications pour le droit au logement et pour s'opposer à la gentrification. Personne ne se souvient d'avoir rencontré autant de violence.

Nous voulons aussi réagir à certaines allégations faites dans la couverture média de l'action, notamment TVA qui récupère des photos de BSR Groupe, montant des images stagées de "grabuge", et Radio Canada qui avance que nous avons "forcé la porte". Ça vaut la peine de mentionner que le journaliste de Radio Canada Benoît Chapdelaine est entré dans les bureaux avec nous en ouvrant la porte débarrée des bureaux publics des promoteurs, a dû aussi éviter les coups et a été témoin de l'extrême violence du Groupe BSR, mais n'en fait aucune mention. Aussi, bien que trois personnes aient été brièvement détenues, elles ont été relâchées immédiatement sur place et il n'y a eu aucune arrestation.

Bien que dégoûté.es par les actions de ces gentrificateurs, nous demeurons inébranlables dans notre détermination à perturber le business as usual, à se mettre en travers des projets gentrificateurs où qu'ils se trouvent et à combattre la destruction de Parc-Ex. Nous refusons de supporter par notre silence le déplacement de personnes racisées de notre quartier au profit de nouveaux résidents plus riches, plus yuppies ou plus blancs.

Vous aurez de nos nouvelles, on ne bouge pas d'ici.

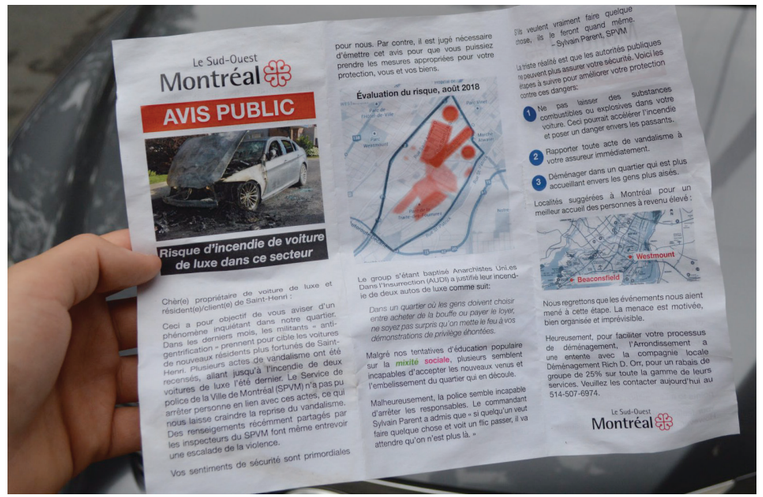
Avis public à Saint-Henri : risque d'incendie de voiture de luxe

Des dépliants anti-embourgeoisement suggèrent aux propriétaires de voitures de luxe du quartier Saint-Henri, à Montréal, de déménager dans des lieux plus «accueillants envers les gens aisés» afin d'éviter que leur véhicule ne soit abimé.

Les pamphlets frauduleux ont été déposés sur des pare-brise dans les derniers jours. Ils prennent la forme d'un avis public intitulé «Risque d'incendie de voiture de luxe dans ce secteur» qui aurait été émis par l'arrondissement du Sud-Ouest.

«Ceci a pour objectif de vous aviser d'un phénomène inquiétant dans notre quartier, peut-on lire en première page du dépliant bilingue. Dans les derniers mois, les militants "anti-gentrification" prennent pour cible les voitures de nouveaux résidents plus fortunés de Saint-Henri. Plusieurs actes de vandalisme ont été recensés, allant jusqu'à l'incendie de deux voitures de luxe l'été dernier.»

Le texte se poursuit en précisant que le Service de police de Montréal (SPVM)



n'a toujours pas mis la main sur les coupables et qu'il y a donc risque de récidive.

Les dépliants ont été retrouvés près du Square Sir-George-Étienne-Cartier, à quelques pas de l'endroit où quatre voitures avaient été incendiées le 14 juillet 2017, à l'angle des rues Léa-Roback et Beaudoin.

«La triste réalité est que les autorités publiques ne peuvent plus assurer votre sécurité», prévient le document, avant d'encourager les personnes qui se sentiraient concernées à «déménager dans un quartier qui est plus accueillant envers les gens plus aisés». Une carte indiquant les villes de Beaconsfield et de Westmount suit cette recommandation.

SUITE DE LA PAGE 1

Découvrez Westmount : une nouvelle plaque tournante d'activité anarchiste

>les AirBnb les plus abordables en ville – déjeuner inclus! Pensez-y bien: Deuxième maison ou… Centre Social Squatté?

2) Les flics de Westmount sont littéralement les mêmes que les flics de Montréal.

La Société de Protection des Vieux Millionnaires n'est pas assez bien pour les connards influents de Westmount – ces milliardaires merdeux ont – écoutez-bien – établi leur propre corps policier. On les distingue par l'absence de protection au corps – leur peau douce et souple est vulnérable aux divers éléments (et projectiles). Rappelez-vous bien : un molotov, deux flics!

3) Westmount est remplie de matériaux pour barricades artisanales.

Avez-vous déjà participé à un party de rue pendant lequel la police n'avait pas compris les nombreux sous-entendus visant à lui laisser savoir que leur invitation n'avait pas simplement été "égarée par la poste"? Alors que vous courrez pour vous saisir d'une boîte de journaux, vous réalisez qu'elle est fixée au sol! Vous regardez autour de vous, mais il n'y a aucun matériel qui pourrait servir à monter une barricade! Cette situation ne se produirait jamais dans le Westmount Révolutionnaire!™ Ici, les rues sont garnies de matériaux de choix pour barricades qui ne demandent qu'à être utilisés. Boîtes à Journaux, Poubelles, fournitures de patio – Ah!

4) Les murs sont des canevas de choix.

Saviez-vous que ces riches pleurnicheurs n'ont pas encore entendu parler d'art public? C'est bien vrai! Les nombreux murs blancs soignés de ce territoire d'abris fiscaux présente une opportunité de développement fort désirable. Dans cet arrondissement beige, vous ne vous trouverez jamais confronté au problème de vous être préparé à "tagger" un "ACAB" mais de réaliser qu'un autre "taggeur" a déjà foutu un "1312" sur votre "spot" de choix. Les murs n'attendent qu'à se faire "Banksy-er" par vous!

5) Le dernier mais non le moindre : les banques, et beaucoup de banques!

Assez dit. (On a déjà fait une bonne blague de banque en #4.)

Blague à part, par une belle soirée d'automne, on a lacéré les pneus de deux voitures stationnées au 3140 rue Jean-Girard à Westmount. C'est l'adresse de Brandon Shiller. Brandon Shiller est un grand propriétaire d'appartements délabrés qui achète des propriétés dans des quartiers pauvre pour expulser les locataires et augmenter les loyers. La société immobilière de son père, Shiller Lavy, est aussi lourdement impliquée dans la gentrification de plusieurs quartiers à Montréal.

Nous encourageons tous.tes ceux. elles qui éprouvent de l'inquiétude face à l'augmentation du prix des loyers et des attaques contre les pauvres à faire savoir ce qu'ils.elles pensent à ces ordures qui se cachent dans un des quartiers les plus riches de Montréal.

Des résident.es de Parc-Extension et des militant.es pour le droit au logement bravent la violence aux mains du Groupe BSR pour lutter contre la gentrification

Plus de 60 personnes se sont rassemblées en face du métro Parc hier après-midi pour une manif-action contre la spéculation immobilière et la gentrification. L'action avait pour but de rassembler des membres de Parc-Ex contre la gentrification, du POPIR, du Comité B.A.I.L.S., du Comité d'Action de Parc-Extension, du Comité Logement de Rosemont et du Comité logement du Plateau Mont-Royal pour maintenir la pression sur les développeurs immobiliers et envoyer un message clair que le développement de condos et d'appartements luxueux ne passeront pas dans nos quartiers.

Nous sommes ensuite allé.es au bureau du Groupe BSR – la compagnie de développement immobilier qui est derrière les scandaleuses évictions de la Plaza Hutchison – pour remettre une lettre et perturber leur journée de travail. Pendant les trente dernières années, la Plaza Hutchison a servi de lieu de rencontre pour Parc-Extension, abritant des groupes communautaires, des associations culturelles, des écoles de langue, des lieux de culte et des petits commerces locaux. Depuis que le Groupe BSR a acheté l'immeuble, ils ont intimidé sans relâche, menacé de multiples manières et évincé sans préavis ces locataires, les uns après les autres. Nous nous sommes rendu.es aujourd'hui à la Place Décarie pour apporter nos revendications à Ron Basal et ses collègues truands – notamment que

revendications. Quand on revendique, on envoie le message qu'il n'y a que les gens exerçant du pouvoir sur d'autres – des gens en position d'autorité – qui peuvent changer les choses. Ce réflexe est une autonégation de notre liberté et de notre capacité d'agir sur le monde qui nous entoure en laissant les politiciens et à les patrons choisir à notre place. Nous souhaitons nous éloigner de cette façon de nous organiser pour aller vers une lutte qui peut subvertir ces dynamiques de pouvoir et entreprendre des choses sans demander la permission. Nous cherchons à détruire l'État plutôt que de renforcer sa légitimité.

La négociation peut aussi être tentante lorsqu'on croit qu'il est impossible d'accomplir nos objectifs par nous-mêmes. La démocratie nous amène à penser qu'il nous faut toujours faire des concessions, céder un peu. Néanmoins, dans une telle situation, aucune alternative n'est acceptable. Aucune prison plus confortable, aucun agent de l'ASFC plus sympathique et aucun contrôle de sans-papiers ne doivent être tolérés.

Dans le but d'atteindre certains objectifs, plutôt que de revendiquer et de négocier, nous choisissons la confrontation directe. Nous sommes d'avis que, pour empêcher la construction de cette prison pour migrants, différentes formes d'attaques dirigées envers ceux qui veulent la construire, ceux qui en dessinent les plans, ceux qui versent le ciment, ceux qui ont l'intention d'y enfermer les gens, ceux qui en bénéficient… sont indispensables. La forme des attaques peut varier en fonction de la capacité des gens, de la confiance, etc.

La confrontation directe n'a pas besoin de hiérarchie ou d'être centralisée. En fait, nous croyons que c'est nécessaire de nous organiser de façon décentralisée et informelle. Cela signifie que nous ne voulons pas créer d'entité formelle avec des membres et des plates-formes. Nous désirons nous organiser auprès d'individus avec qui il y a un partage d'affinités, c'est à dire des idées, des pratiques et de la confiance réciproque.

Nous voyons en ces méthodes une meilleure capacité de nous adapter au contexte qui est entretenue par la vivacité organique des liens entre les compagnon. nes. L'organisation informelle veut donner plus d'importance au contenu qu'au contenant. Le fait que nous n'attendons pas l'approbation d'un parti, d'un comité ou d'un groupe rend nos interventions plus efficaces. Néanmoins, pour qu'il y ait une confiance réciproque entre les compagnon.nes et qu'une lutte expansive s'engendre, un certain engagement est essentiel. Il y a une différence entre engagement personelle et organisation formelle. Dans le premier, le contenu prime sur le contenant alors que dans le second, l'organisation comme telle devient plus importante que les relations et les analyses des individus. Se rassembler périodiquement en groupe plus large afin de partager nos perspectives nous semble une bonne option, sans qu'il soit nécessaire de prendre des décisions centralisées. Il est vrai que certains compagnon. nes ont tendance à disperser leurs interventions, sans continuité, et par des actes qui restent souvent symboliques vu l'impact minimale qu'elles produisent sur leurs cibles. Cela ne permet pas qu'une conflictualité plus expansive s'engendre. Il est donc effectivement important de bien penser à ce qu'on fait, d'identifier et de cibler les responsables et les collaborateurs de la domination et de l'enfermement, de partager nos analyses et d'entrevoir une perspective de lutte à moyen ou long terme. Par contre, toutes ces énergies doivent rester en mouvement et ne pas être enfermées dans des organisations formelles, sous prétexte d'obtenir une meilleure continuité.

Ceci dit, dans l'objectif de créer un contexte de lutte plus large, plusieurs personnes, s'identifiant en tant qu'anarchistes, révolutionnaires ou autonomes, ont tendance à tomber dans le piège quantitatif de la masse et de l'opinion publique en s'organisant conjointement à la Gauche et en faisant appel aux médias de masse. Mais à quel prix ? Il est déjà évident que tout pouvoir, tout socialisant qu'il soit, contribue à entretenir les chaînes qui nous en rendent dépendants. Nous devons utiliser nos propres moyens (journaux, zines, sites de médias indépendants, affiches, infrastructures qui supportent les personnes sans-papiers) et construire les bases de nos luttes selon des principes qui nous sont propres ; des principes anarchistes en rupture avec les institutions. Pour arriver à subvertir les rapports sociaux et à détruire la domination, nous devons développer des bases anarchistes solides en cessant d'être à la remorque des mouvements de Gauche et trouver la force de lutter en nous-mêmes.

En réalité, l'État ne cessera de déporter, d'enfermer, de construire de nouvelles prisons, de dominer, d'exploiter, d'appuyer juridiquement les pires horreurs ou de propager ses idéologies autoritaires, racistes et coloniales, que s'il est détruit et confronté par l'insurrection, le sabotage de ses rouages et la révolte permanente. Il y a toujours des failles; trouvons les.

À propos du Centre de détention de l'immigration de Laval

Quand le centre de détention de l'immigration de Laval devrait-il être construit?

La prison est censée être opérationnelle en 2021, bien qu'aucun calendrier officiel n'ait été rendu public.

Où sera construite la prison?

Le site de la prison est un terrain d'environ 23 700 mètres carrés situé juste à côté de la prison Leclerc, sur les terrains du Service correctionnel du Canada à Laval. L'ASFC hésitait à choisir cette parcelle de terrain, notant que «la proximité du site avec l'établissement de haute sécurité existant n'est pas idéale car l'IHC [Immigration Holding Center: leur euphémisme pour ne pas dire prison] ne devrait pas être perçue comme associée

à un établissement correctionnel. » Ce site a été officiellement choisi en février 2017.

Les États coloniaux (respectivement le Canada et le Québec) à l'intérieur desquels la prison sera construite sont fondés sur la colonisation et la dépossession violentes des peuples et des terres autochtones. Plus précisément, Leclerc est situé sur Kanien'keha: ka un territoire algonquin. La gouvernance des colons repose à la fois sur la revendication illégitime de ces territoires et sur la base matérielle de leur contrôle, imposée par les différentes branches de l'Etat carcéral: de la détention et de l'expulsion des migrant-es a la criminalisation des communautés autochtones. Soutenir le projet de souveraineté autochtone signifie rejeter la légitimité de la gouvernance coloniale canadienne et québécoise, et rejeter ses fondements ainsi que ces frontières.

Capacité de cette nouvelle prison pour migrant-es?

Selon le contrat du gouvernement, la prison proposée pourra détenir 133 migrants en même temps (avec 25 lits supplémentaires, portant la capacité totale à 158). Cela augmenterait la capacité maximale actuelle qui est de 144 personnes.

Qui sera détenu dans cette nouvelle prison?

Des centaines de milliers de personnes vivent au Canada sans statut, s'intégrants et partageant des relations fortes avec leurs communautés, familles et ami-es. Chaque année, près de dix mille personnes sont arrachées à leurs réseaux, déportés dans des situations violentes et-ou dangereuses, dans des endroits qu'elles ne connaissent pas ou dans lesquelles elles n'ont aucune possibilité de subvenir à leurs besoins.

En vertu de la loi canadienne, l'ASFC peut arrêter et détenir des migrant-es – tant ceux qui sont ici sans la permission de l'État canadien que des résident-es permanent-es – qui sont soupçonnés d'être une «menace» à la sécurité publique, ceux et celles sujet à ne pas se présenter à leur audiences ou encore ceux et celles dont l'identité est remise en question. Ces migrant-es – et souvent leurs enfants – sont emmenés dans les prisons gérées par l'ASFC à Laval ou à Toronto, au centre de détention temporaire de l'ASFC à l'aéroport de Vancouver ou dans les quartiers à sécurité maximale des prisons provinciales. En vertu de la politique actuelle, il n'y a pas de lignes directrices sur la question de savoir si les enfants seront emprisonnés ou non avec leurs parents, et la détention peut être indéfinie.

En réalité, le système d'immigration du Canada empêche pratiquement tous les immigrant-es, sauf les plus privilégiés et\ou les plus aisés, à obtenir un statut légal pour vivre et travailler ici de façon permanente. Les migrant-es considérés comme une «menace» ou un risque de non-conformité aux caprices de l'ASFC sont souvent ceux qui ont des liens familiaux au Canada, des fonds insuffisants pour partir, des personnes qui subiront des violences si elles sont expulsées ou des personnes qui bénéficient d'un support public contre leur déportation.. Le risque d'emprisonnement est utilisé pour discipliner tous les migrant-es, un instrument de coercition qui normalise d'autres formes de contrôle telles que les systèmes de surveillance humaine et électronique proposés comme solutions de rechange «améliorées» par le gouvernement libéral. Mais le « choix » de se conformer et d'éviter l'incarcération est finalement un faux choix, dans lequel le résultat final est encore la déportation probable.

Dans un contexte où plus de 25 000 personnes ont traversé la frontière en provenance des États-Unis depuis 2016, où la grande majorité de ces migrant-es se verront refuser le statut de réfugié et seront bientôt expulsés, et où l'extrême droite raciste et islamophobe attise les sentiments anti-immigrant-es, nous devons comprendre la nouvelle prison pour migrant-es dans le cadre d'une stratégie de l'État canadien pour renforcer son contrôle répressif sur la liberté de circulation.

Malgré les séances de photos et les communiqués de presse sur les efforts de réinstallation des réfugiés de l'État, le Canada est loin d'être un spectateur bienveillant; L'État canadien crée et exacerbe les conditions qui obligent les gens à quitter leur foyer. Des guerres impérialistes à une économie massivement dépendante de l'extraction des ressources coloniales ici et à l'étranger. L'achat récent par Trudeau du pipeline Kinder Morgan Trans Mountain indique un avenir où l'augmentation des émissions créera de nouvelles vagues de réfugiés climatiques. Des projets miniers canadiens en Amérique latine à la production sous-traitée de biens bon marché pour les marchés canadiens, les intérêts des États et des capitalistes canadiens exportent le fardeau de la production et surveillent les mouvements de ceux qui en héritent. La prison pour migrants proposée n'est qu'une partie de cette architecture internationale et les personnes qui y seraient détenues ne sont que quelques-unes des nombreuses personnes dépossédées par l'État canadien et d'autres puissances impérialistes.

Qui est impliqué dans la construction de la prison?

Jusqu'à présent, des contrats pour la construction de ce projet ont étés attribués à deux compagnies : Lemay, une firme d'architecture qui est basée à Montréal et Groupe A, une autre firme d'architecture qui est basée dans la ville de Québec. Pour plus d'information sur ces compagnies, voir la page « Les Compagnies ». Dans les prochains mois, nous pouvons nous attendre à en apprendre plus sur les compagnies et les entrepreneurs qui seront impliqués à divers titres dans ce projet.

Qui finance la construction du projet?

Le gouvernement fédéral a annoncé un nouvel investissement de 138 millions de dollars dans la détention de migrant-es en 2016, duquel un montant de 122 millions de dollars ira à la construction de deux nouvelles prisons. Une à Laval, au Québec et une à Surrey, en Colombie-Britannique. À ce jour, plus de 5

millions de dollars en contrats ont étés accordés à Lemay et Groupe A pour la conception de cette prison à Laval.

Pourquoi faut-il s'opposer à la construction d'établissements pénitentiaires améliorés?

Dès le départ, le gouvernement a tenté de présenter ce projet comme une amélioration: du choix d'une firme « socialement et écologiquement durable » en tant qu'architecte principal, à l'emphase sur une conception « non institutionnelle » du centre et sur les alternatives à la détention. Mais l'apparence de responsabilité sociale ne change pas la violence des prisons et de la déportation : il n'existe pas de prison qui soit agréable.

Le contrat pour la prison semble être plus investi dans le fait de dissimuler sa nature carcérale aux gens de l'extérieur que de créer un environnement plus habitable pour les gens emprisonnés à l'intérieur. Les spécifications préliminaires proposent que « les clôtures soient recouvertes de façon esthétique avec du feuillage ou d'autres matériaux pour limiter son allure sévère et diminuer la possibilité d'identification claire de la clôture ». Les barres de fer sur les fenêtres doivent « passer le plus inaperçues possible pour le public extérieur » tout en maintenant cependant leur fonctionnalité. De l'emphase est mise sur le fait que la clôture d'un mètre de haut encerclant le jardin des enfants est « similaire à l'environnement d'une garderie », bien qu'une « barrière visuelle » de six mètres de haut doive être construite pour empêcher quiconque de voir à l'intérieur et les enfants de voir à l'extérieur.

Au-delà de considérations d'esthétique ou d'efficacité énergétique, une prison demeure un bâtiment fortifié que les gens ne peuvent pas quitter, isolant les personnes à l'intérieur de leur communauté, de leurs proches, de soins de santé adéquats et soumettant les prisonnier-ères à une détresse psychologique extrême. Depuis 2000, au moins seize personnes sont mortes en centre de détention pour migrant-es alors qu'elles étaient détenues par l'ASFC. La réponse superficielle de l'ASFC face à l'indignation suscitée par ces morts est évidente dans les spécifications du projet, qui demandent tout simplement que l'architecture limite les possibilités de se faire mal soi-même, tout en reproduisant inévitablement la misère inhérente à l'incarcération.

Même pour les personnes qui ont étés épargnées de l'expérience d'une incarcération précédant leur déportation, la menace de la prison demeure, contraignant les migrant-es à accepter d'autres types de conditions répressives. Ces institutions normalisent également la légitimité de l'État canadien de contrôler qui se déplace et qui reste dans le territoire qu'il occupe.

En effet, tout récit du contrôle du territoire par un État colonial devrait commencer par l'occupation coloniale des territoires autochtones qui est en cours. Faire avancer la souveraineté autochtone requiert une contestation de la légitimité de la gouvernance coloniale canadienne et québécoise, incluant la création et l'imposition de frontières. Les mêmes rapports coloniaux et impériaux qui déplacent les migrant-es ailleurs dans le monde sont la base même de l'existence de l'État colonial canadien.

La lutte pour bloquer la construction du centre de détention de l'immigration de Laval est donc ancrée dans les luttes plus larges contre le colonialisme et l'impérialisme. Elle fait partie d'une lutte pour abolir toutes les prisons et pour démolir toutes les frontières coloniales. Nous ne voulons pas simplement arrêter cette prison, mais aussi fermer toutes celles qui existent déjà.

Montréal n'est-elle pas une ville sanctuaire?

En février 2017, Montréal s'est déclarée « ville sanctuaire ». Malheureusement, cette déclaration s'est avérée n'être guère plus que des paroles creuses. Le SPVM continue à collaborer activement avec l'ASFC, ce qui signifie que même un contrôle routier de routine peut mener à l'intervention de l'ASFC, et les migrant-es sans-papiers ont peu de répit face à la menace de la détention et la déportation. En fait, depuis la déclaration de « ville sanctuaire », les appels du SPVM à l'ASFC ont augmenté, faisant de Montréal la ville canadienne avec le taux le plus élevé de contact entre la police locale et l'ASFC. En mars 2018, des agents de l'ASFC ont violement arrêté Lucy Francineth Granados à son domicile à Montréal. Lucy a ensuite été expulsée d'une ville dont la nouvelle administration « progressiste » avait fait campagne sur la promesse de mettre en place une « vraie » ville sanctuaire.

Comment pouvons-nous arrêter la construction de la prison?

Pour arrêter la prison nous allons avoir besoin d'une lutte à plusieurs facettes. Nous aurons besoin d'efforts de recherches concertés, de campagnes d'information publiques, de grandes mobilisations, de perturbations directes de chaînes d'approvisionnement et de sites de construction, de tout ce qu'il faudra pour rendre impossible la construction de ce projet.

Pour ce faire, nous devons réfléchir de manière stratégique à quels points de pression nous pouvons cibler et tirer avantage, ainsi que comment construire des alliances avec des mouvements semblables contre les prisons, les frontières, et la suprématie blanche; aucune lutte n'existe isolément. Distribuer des pamphlets à vos voisins, organiser des manifestations et des actions qui s'y opposent, il y a de nombreux moyens pour que les gens s'organisent de façon autonome contre ce projet.

La page « Matériaux » de stopponslaprison.info contient quelques ressources pour les personnes qui cherchent un endroit où commencer.

Où puis-je en apprendre plus sur ce projet?

Stopponslaprison.info est un centre d'information pour partager; nouvelles, analyse et documents liés à la lutte contre le Centre de détention pour les immigrants de Laval. Vous pouvez télécharger et consulter la recherche et les documents liés à ce projet dans la section « Documents »